

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Qu'est-ce qui passe dans les terres du Canada? Je peux donner toutes sortes d'exemples de ce que j'ai vu dans ma propre région. Il y a des gens sans travail, mais on a exporté 220 derricks aux États-Unis sous prétexte de canadianiser l'industrie. Qui voulions-nous canadianiser? J'ai parlé à des gens qui travaillaient dans le bassin pétrolier de Williston, à d'autres qui travaillaient à Austin, au Texas, de même qu'à de jeunes Canadiens et Canadiennes de Calgary, d'Edmonton, de Regina, d'Estevan et de Weyburn qui se sont spécialisés dans ce domaine. Nous avons exporté le meilleur parc de derricks de forage du monde aux États-Unis. Nous avons perdu 220 derricks pétroliers, une centaine de derricks d'intendance et un millier de chargements de camion de matériel dans l'espace de 24 heures au poste frontière situé juste au sud d'Estevan. Tout cela a été exporté aux États-Unis.

● (1410)

Les députés du parti conservateur acceptent tout à fait le principe de la canadianisation. A cause de la grande hâte mise par la coalition néo-démocrate et libérale qui existe à la Chambre depuis deux ans, à nationaliser l'industrie pétrolière . . .

Une voix: Bill Davis.

M. Gustafson: Je vois qu'un des députés du NPD regarde de ce côté-ci.

M. Waddell: Dans ce cas, pourquoi suis-je assis ici?

M. Gustafson: Le public et les consommateurs du Canada se trouvent maintenant dans une situation qui est extrêmement néfaste pour l'économie du pays. Quels ont été les résultats de cette attaque contre l'industrie? J'en ai déjà dit quelques mots. Pour l'instant, il n'existe pas de politique susceptible d'effectuer un revirement de la situation. Je voudrais bien pouvoir dire que j'envisage la situation avec optimisme vu que je suis optimiste de nature. Malheureusement, je ne peux rien dire de tel. L'une des principales sociétés pétrolières a déclaré à cet égard qu'à son avis le Canada perdrait encore 100 derricks pétroliers avant que les choses ne reviennent à la normale.

J'estime qu'il est important d'attirer l'attention du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), et celle de la population du Canada et de la Chambre des communes sur la situation très critique devant laquelle est placé le peuple canadien à cause de la politique énergétique nationale. Non seulement cette politique s'attaque aux entreprises, mais elle s'attaque également aux consommateurs. Je l'ai déjà souligné tout à l'heure. Combien payait-on avant et combien paie-t-on maintenant? Il y a eu une augmentation de presque 100 p. cent.

Les députés se souviennent-ils de la plaisanterie de la taxe d'accise de 18 cents? La terrible augmentation que les conservateurs imposaient à la population canadienne!

M. Baker (Nepean-Carleton): Comment pourrais-je l'oublier?

M. Gustafson: Et maintenant, on parle de 84 cents. C'est honteux, et on ne voit pas comment on va s'en sortir. Je prétends que cela constitue une attaque directe contre l'économie canadienne. N'en avons-nous pas assez des problèmes que nous causent les taux d'intérêts élevés? Nous avons des difficultés dans le secteur de l'agriculture et dans pratiquement tous les autres secteurs. Ma circonscription fournit un bon exemple de ce que le gouvernement a fait à propos de VIA Rail. Le premier ministre (M. Trudeau) est venu à Filmore, en Saskatchewan, et y a annoncé, comme promesse électorale, qu'il allait faire doubler la voie ferrée entre Winnipeg et Vancouver. Il a fait mieux que cela; il a enlevé le train de la voie ferrée.

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous entendez cela, Jean-Luc?

M. Gustafson: Il a complètement modifié sa politique et n'a pas respecté sa promesse. La même chose s'est passée à propos de la politique énergétique.

J'ai dit l'autre jour que nous étions bien d'accord avec la canadianisation. Mais il ne faut tout de même pas que les Canadiens en arrivent à quitter leur pays. Si on examine les investissements des petites sociétés canadiennes, on s'aperçoit que la plupart investissent plus de 70 p. cent de leur argent aux États-Unis. Là-bas, on fait des forages pétroliers, pas au Canada. Voilà le genre de programme de canadianisation que le gouvernement a instauré.

M. Waddell: Elles ont investi dans la Grande Bermude.

M. Gustafson: Il semble que cela ne marche pas. Le député qui vient juste d'intervenir a joué un rôle important dans le rapport Berger. Il va faire quelque chose pour les gens de l'Ouest que ces derniers ne sont pas prêts d'oublier; ils se souviendront qu'ils auraient pu avoir un pipe-line amenant le pétrole du nord dans l'Ouest alors qu'on lui fera faire le tour, par une route très coûteuse, et qu'il faudra pour cela employer des brise-glaces. J'espère qu'il s'en souviendra dans environ trois ans.

M. Waddell: Serait-ce la fin du moratoire de dix ans?

M. Gustafson: Cette politique énergétique et ce bill C-48 ne marcheront pas. Et que dire de la clause de rétroparticipation? Cette clause revient en fait à confisquer sans dédommagement. Les sociétés qui investiraient normalement au Canada perdent confiance dans notre beau pays. Si nous voulons changer cette orientation, il nous faut redonner confiance aux investisseurs dans l'industrie de notre pays.

Franchement, je ne pense pas que ce gouvernement n'ait ni la volonté ni l'intention de le faire. Il s'est décidé à nationaliser l'industrie pétrolière aux dépens des consommateurs canadiens, aux dépens des sociétés et ce sont les contribuables qui se font rançonner.